

Le syndrome du troisième mandat en Afrique : “les nouvelles formes de coups d’Etat”

écrit par GuineePolitique© | 25 août 2020



Republication de contenu [francetvinfo](https://www.francetvinfo.fr)



Afrique

L'inquiétude grandit en Afrique de l'Ouest à l'approche des élections présidentielles d'octobre en Côte d'Ivoire et en Guinée. “La folie du troisième mandat” risque de précipiter toute la région dans le chaos, redoutent les analystes.

Alioune Tine est un familier des crises qui ont secoué l'Afrique de l'Ouest, pour y avoir travaillé longtemps comme directeur régional d'Amnesty International. C'est un fervent défenseur des Droits de l'Homme respecté dans toute la région. Alors que le débat sur le syndrome du troisième mandat fait rage en Côte d'Ivoire et en Guinée, où des élections présidentielles sont prévues en octobre, il redoute une

violente déflagration aux conséquences incalculables.

Les présidents Alassane Ouattara et Alpha Condé *“fonctionnent en mode pilotage automatique, sourds et aveugles”*, observe-t-il dans les colonnes du quotidien sénégalais *Vox Populi*. Il pointe un risque *“de chaos et de somalisation”* de la région.

Au mois de mars, Alioune Tine avait qualifié d'historique, la décision du président Alassane Ouattara de ne pas briguer un troisième mandat. Il a déchanté, depuis que le chef de l'Etat ivoirien, privé de son dauphin brutalement décédé, s'est remis dans la course sous la pression de ses partisans. Un revirement qui fait des vagues en Côte d'Ivoire. Des manifestations anti-troisième mandat de Ouattara ont déjà fait six morts et une trentaine de blessés. Et l'on craint le pire dans les jours et les semaines à venir.

“Une imposture intellectuelle”

Pour Alioune Tine, ce troisième mandat, qui suscite tant de tensions et d'inquiétudes en Afrique de l'Ouest, n'a aucune réalité juridique et constitutionnelle.

C'est une imposture intellectuelle qui dissimule les nouvelles formes de coup d'État constitutionnel et de coup d'État électoral. Cela crée instabilités et régressions

Alioune Tine, défenseur des droits de l'homme sur son compte Twitter

Alioune Tine est formel. Pour lui, la limitation de mandats est évoquée en Afrique pour éviter que ça dépasse deux mandats. Le reste relève *“d'extrapolations infectes menant à un coup d'Etat constitutionnel”*, dénonce-t-il.

“Les intérêts du clan avant tout”

Pourquoi Alllassane Ouattara prend-il le risque de mettre le feu au pays ? Pour l'analyste politique ivoirien, Sylvain N'guessan, si le président ivoirien veut se maintenir au pouvoir, c'est en raison de l'échec de la réconciliation nationale et du processus de justice transitionnelle inachevé après la grave crise postélectorale de 2010-2011 qui s'était soldée par plus de 3000 morts.

“Les tenants du pouvoir actuel redoutent que si l'opposition arrive aux affaires, ils seront obligés de prendre leurs effets et de partir en exil. Dans ce genre de contexte, tous les moyens sont bons pour conserver le pouvoir”, explique Sylvain N'guessan sur l'antenne de la BBC.

L'analyste politique ivoirien observe que même les chefs d'Etats africains qui arrivent à imposer leur dauphin pour prendre leur relève ne s'en tirent pas toujours à bon compte. Il cite le cas de l'ancien président angolais, José Edouardo Dos Santos dont le dauphin s'est émancipé rapidement de son mentor. Résultat : certains membres de sa famille, dont ses propres enfants, ont été traînés devant les tribunaux pour corruption et détournements de fonds publics. D'où la tentation de garder les commandes le plus longtemps possible pour éviter les mauvaises surprises.

Mieux vaut s'accrocher quitte à mourir au pouvoir pour préserver, non seulement sa tête, mais aussi les intérêts de la famille et de son clan

Sylvain N'guessan, analyste politique ivoirien à la BBC

Aux quatre coins de l'Afrique, on ne compte plus le nombre de chefs d'Etat qui, au terme de leur deuxième et dernier mandat, manipulent la constitution pour pouvoir rester au pouvoir. C'est le cas du président de Guinée, Alpha Condé, qui est

poussé par ses partisans à briguer, lui aussi, *“un mandat de trop”*. L'intéressé n'a pas encore annoncé officiellement sa candidature. Mais, après le référendum constitutionnel qu'il a organisé, personne n'en doute plus dans son pays. Ses opposants sont déjà sur le pied de guerre.

Des recettes pour un départ en douceur

Comment inciter les chefs d'Etat africains à quitter le pouvoir pacifiquement ? Comment aider ceux qui se reprochent beaucoup de choses en matière de gouvernance ? Ceux qui craignent des audits pouvant sortir des cadavres de placards ? L'ancien chef de la diplomatie mauritanienne et ancien haut fonctionnaire de l'ONU, Ahmedou Ould Abdallah, a quelques recettes qu'il a exposées sur le site de Wathi, un Think Tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest.

L'ancien diplomate mauritanien propose d'offrir aux anciens chefs d'Etats une amnistie conditionnelle, valide tant qu'ils restent dans leurs pays. Il suggère qu'une pension généreuse leur soit accordée, en même temps que divers avantages pour que leur sécurité matérielle soit durablement assurée. Le tout avec les honneurs protocolaires liés à leur statut d'anciens présidents. Il estime que cette démarche coûterait moins cher que les pillages auxquels ces chefs d'Etats s'adonnent. Mais, comme il le reconnaît lui-même, ses propositions ont reçu une fin de non recevoir de la part des partis d'opposition en Afrique de l'Ouest.

Mobiliser la société civile

Pour sa part, l'analyste politique ivoirien, Sylvain N'Guessan estime qu'il faut que les sociétés civiles africaines prennent leurs responsabilités pour peser dans le débat lors de la rédaction des constitutions et à l'occasion de leur

modification. *“Elles doivent expliquer les enjeux de ces réformes aux électeurs et aux populations concernées”*, pour que ces dernières agissent en connaissance de cause, plaide-t-il.

Cet article est republié à partir de francetvinfo.fr. Lire l'original [ici](#)

Tierno Monénembo «Il y a trop de richesses en jeu quand on est à la tête de l'État guinéen pour partir volontairement» [Interview]

écrit par GuineePolitique© | 25 août 2020



Dans un entretien exclusif à [Sputnik France](#), l'écrivain [Tierno Monénembo](#), lauréat du prix Renaudot en 2008 pour *Le Roi de Kahel* (Éd. du Seuil, 1988) dresse un tableau sombre de la situation politique de la Guinée « *à cause des ambitions d'un*

despote vieillissant qui s'accroche au pouvoir» a-t-il affirmé dans l'entretien.

Sputnik France: Comment expliquez-vous qu'Alpha Condé, qui avait pourtant été élu démocratiquement en 2010 au second tour contre l'opposant Cellou Dalein Diallo, veuille aujourd'hui briguer un troisième mandat?

Tierno Monémbo: «On pourrait en effet s'étonner qu'Alpha Condé, à 82 ans, veuille encore rempiler après deux mandats présidentiels. D'autant qu'il est arrivé au pouvoir par les urnes le 21 décembre 2010, contrairement à ses prédécesseurs Lansana Conté, Moussa Dadis Camara ou Sekouba Konaté qui avaient tous pris d'assaut le palais présidentiel dans des fourgons militaires. C'est à se demander si nous n'avons pas une malédiction en Guinée.

Même lui, qui était un pur produit du Quartier latin à Paris, un intellectuel ayant longtemps fréquenté les milieux tiers-mondistes et les partis français de gauche, a fini par virer sa cuti. Aujourd'hui, plus que jamais, il est enfermé dans ses certitudes, conforté par des courtisans et des flibustiers mondialisés du business des matières premières et ne supporte plus la moindre contestation.»

Sputnik France: Pourtant, il s'était opposé aux dictatures de Sekou Touré et de Lansana Conté en Guinée, au prix d'une condamnation à mort et de peines d'emprisonnement. Serait-il en train de rater sa

sortie devant l'Histoire?

Tierno Monémbo: «Les despotes, c'est bien connu, n'ont aucun sens de l'Histoire puisqu'ils ne croient qu'en eux-mêmes.

Ils ne partent donc jamais de leur plein gré. C'est vrai pour [Robert Mugabe au Zimbabwe](#), comme pour [Abdelaziz Bouteflika en Algérie](#)

ou pour Sekou Touré, avant, chez nous. Comme l'a très bien décrit le

grand écrivain allemand Bertold Brecht, dans L'Opéra de Quatre Sous, le

pouvoir rend fou et c'est bien de cette maladie, malheureusement, que

souffrent nombre de nos dirigeants africains! Si l'Afrique aujourd'hui

est en panne, c'est qu'elle manque d'institutions fortes pouvant

contrebalancer des volontés individuelles, fût-ce celles de Présidents

en exercice de se maintenir au pouvoir à tout prix.»

Sputnik France: Le Président sortant aurait-il quelque chose à redouter s'il quittait le pouvoir? N'est-il pas d'une certaine façon un peu protégé par la France notamment?

Tierno Monémbo: «Ce Président a peur de son ombre, comme d'ailleurs tous les malfaiteurs avant lui. Il a bradé nos mines à

une mafia internationale, que ce soit pour la bauxite ou pour le fer

Mais les Guinéens ont changé. Ils ne vont plus laisser faire, pas plus qu'ils ne laisseront passer le troisième mandat pour lequel Alpha Condé est prêt à faire tuer son peuple!

Quant à la France, elle est plutôt discrète sur sa

condamnation vis-à-vis des agissements de l'un de ses principaux alliés en Afrique francophone. Même les récentes critiques du ministre français des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian, lui ont valu [une volée de bois vert](#) par médias interposés. La position de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) est également ambiguë: après avoir annoncé qu'elle se retirait du processus électoral, voilà que son représentant en Guinée oppose un démenti. C'est à ne rien y comprendre! Pourtant, cette organisation, qui a une grande expertise en matière électorale, avait donné l'impression qu'elle voulait tirer les conséquences du refus du gouvernement guinéen de retirer les 2,49 millions d'électeurs figurant indûment dans les fichiers électoraux. Que s'est-il passé entre-temps? Mystère...»

Sputnik France: Depuis octobre 2019, une trentaine de victimes des violences policières ont été recensées. On prête par ailleurs à l'actuel Président ces propos glaçants: «Quiconque viendra pour détruire les urnes, frappez-le!» Comment expliquez-vous cette recrudescence de la répression contre les civils dans le cadre du processus électoral en cours?

Tierno Monémbo: «Je peux vous dire que le nombre de victimes des violences policières s'élève à au moins 150 morts depuis l'élection d'Alpha Condé en 2010. De surcroît, le Président a mobilisé l'armée pour tirer sur les manifestants le jour du vote au cas où ils essaieraient d'empêcher le déroulement du référendum et des législatives, comme il n'a pas hésité à le faire lors des attaques de ces derniers jours contre des bureaux ou du matériel de vote.

La répression contre les manifestants est féroce.

Car il faut savoir que dans ce pays, les Présidents se refilent des miliciens pour leur propre protection. Alpha Condé n'a pas dérogé à la règle puisqu'il a récupéré toute la clique de Sékou Touré. C'est pour cela que l'armée est un gang irréformable en Guinée. Il n'y a pas de soldat chez nous, mais des miliciens dans des casernes ainsi qu'une milice qui sert de police. Même le général Lamine Cissé, qui a pourtant fait un travail remarquable sous l'égide de la Cedeao pour essayer de réformer les systèmes de sécurité en Guinée, a fini par jeter l'éponge!»

Sputnik France: L'opposition a-t-elle raison de vouloir boycotter les élections? Car n'est-ce pas le meilleur moyen de favoriser un passage en force du Président Alpha Condé alors que vous essayez justement de le stopper?

Tierno Monémbo: «L'opposition ne peut pas cautionner une telle mascarade. Dans l'état actuel, le fichier électoral est une fraude grossière, avec 3 millions d'électeurs qui n'existent pas. Un seul exemple: 60% des Guinéens ont moins de 18 ans et ne sont donc pas en âge de voter. Le calcul est vite fait. Dans certaines villes, on a même vu des enfants de 10 ans être inscrits. Résultat: une

ville comme KanKan a plus d'inscrits que la capitale Conakry!

Toutes ces fraudes sont encore possibles de nos jours en Afrique, parce que les populations sont analphabètes. Ce qui encourage bien sûr, à la tête de nos États, des Présidents à vie comme Sassou Nguesso en République du Congo, par exemple. Le jour où la société civile guinéenne sera mieux organisée, à l'instar du Sénégal, alors le processus électoral pourra véritablement se dérouler de façon démocratique et transparente.»

Sputnik France: Pensez-vous que ce qui s'est passé au Burkina Faso, avec la chute de Blaise Compaoré, «dégagé» par le peuple pour avoir voulu, envers et contre tous, modifier la Constitution, peut également se passer en Guinée?

Tierno Monémbo: «Les Guinéens sont épuisés. Depuis 1958, c'est le peuple qui a été le plus réprimé en Afrique. Alpha Condé est bien placé pour le savoir car c'est toujours le même système de la Françafrique qui prévaut et qui a permis de l'imposer alors qu'en réalité, tout le monde sait qu'il n'a obtenu que 18 pour cent des suffrages, en 2010, contre 44 pour cent à son adversaire, Cellou Dalein Diallo. Il a fallu ensuite cinq mois pour organiser un deuxième tour: du jamais-vu! On a pensé qu'il ferait mieux que les autres. En fait, il a fait pire!

Il sait, toutefois, que les Guinéens ne vont pas accepter facilement un troisième mandat. Il a d'ailleurs acheté de quoi faire face aux combats de rue, des gaz lacrymogènes et même

des mitraillettes pour parer à toute éventualité. Ce qui veut dire qu'il va essayer de passer en force par tous les moyens et qu'il faut donc s'attendre au pire d'ici à la prochaine présidentielle! Depuis 1964, les Présidents guinéens sont autorisés à disposer à leur guise d'une partie des retombées des ressources minières du pays. C'est aussi pour cela qu'ils s'accrochent au pouvoir. Il y a trop de richesses en jeu quand on est à la tête de l'État guinéen pour partir volontairement. Mais au vu de la répression sévère qu'Alpha Condé est en train d'instaurer dans le pays et qui ne va pas s'arrêter, il doit se méfier. Il pourrait, très vite, être acculé et avoir à rendre des comptes.»

Cet article est republié à partir de [Sputnik France](#). Lire l'original [ici](#)
